

Lubumbashi, le 15 janvier 2026

Lancement : 20.01.2024

## DIALOGUE : VALEUR MORALE OU LEVIER POLITIQUE ?



66, Avenue Kapenda,  
Lubumbashi,  
Haut-Katanga (Rdc)

IRDH: +243 981 520 193  
publication@irdh.org  
www.irdh.org



**Le bulletin du contrôle citoyen est un rapport hebdomadaire succinct reflétant l'opinion des chercheurs de l'IRDH sur la conduite des dirigeants et le travail des institutions.**

**MAÎTRE TSHISWAKA MASOKA HUBERT**  
Défenseur des Droits Humains.

**O**nze personnalités politiques, membres du mouvement « **Sauvons la RDC** », ont signé un communiqué, le 14 janvier 2026, appelant à un « Dialogue ».

Cette initiative interpelle inévitablement tout défenseur de longue date des droits humains et militant pour la sauvegarde des valeurs morales.

### La réflexion ci-dessous est motivée par deux préoccupations principales :

- **Premièrement**, l'espoir de voir restaurées la paix, la sécurité et l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo (RDC), des enjeux que la classe politique semble remettre au second plan.
- **Deuxièmement**, la confusion persistante générée par les messages des politiciens, face à l'impératif sécuritaire national et à la politique belliciste du Rwanda en RDC.

A l'analyse dudit communiqué, le mouvement « Sauvons la RDC » affirme qu'aucune solution militaire ou diplomatique ne pourra aboutir sans un consensus politique interne préalable.

Il exprime sa perplexité face aux multiples initiatives diplomatiques et politiques que le régime en place manipulerait,

selon lui, pour faire triompher sa propre cause au détriment de celle de la nation.

Pour les signataires, les arrestations arbitraires, les exils forcés, les attaques contre les civils ainsi que les bombardements par drones et avions de combat doivent cesser.

Ils préconisent, en lieu et place, des mesures de décrispation politique comme condition préalable à tout dialogue.

Le communiqué poursuit en affirmant que si l'objectif réel est le rétablissement de la paix, il est plus pertinent de finaliser le processus de Doha, qui engage directement le Gouvernement et l'opposition armée.

Le groupe insinue le principe selon lequel les problèmes africains appellent des solutions africaines, et que les défis congolais ne sauraient être résolus sans l'implication active des Congolais eux-mêmes.

L'analyse dudit communiqué révèle des contradictions frappantes dans la stratégie de conquête du pouvoir de nombreux politiciens.

L'appel au « Dialogue » contrarie avec le silence observé face à la politique guerrière du Rwanda qui appuie l'AFC/M23. Et pourtant, la population victime la condamne ouvertement autant que la communauté internationale la désapprouve.

## Première contradiction : L'incohérence éthique face aux tragédies humaines.

*Le mouvement « Sauvons la RDC » soutient que les arrestations arbitraires, les exils forcés et les violations des droits humains doivent cesser pour laisser place à des mesures de décrispation, préalables au dialogue. Il a raison, le Gouvernement de la RDC est critiquable pour sa gouvernance et les multiples atteintes aux libertés fondamentales.*

Cependant, pour un groupe dont l'ambition affichée est de « sauver la RDC », l'absence de condamnation explicite des atrocités de la guerre et de la présence des troupes rwandaises — pourtant documentée par les Nations Unies — suscite de profondes interrogations.

### **Le conflit qui déchire le Kivu entraîne des conséquences dramatiques pour les populations civiles :**

massacres, viols, pillages et déplacements forcés de millions de personnes privées de tout moyen de subsistance. Cette guerre expose particulièrement les femmes et les jeunes filles à des violences sexuelles systématiques et à une destruction irréversible de leur avenir.

## Deuxième contradiction : Une approche sélective de la souveraineté nationale.

*Le mouvement prône une résolution purement interne (les problèmes congolais doivent être réglés par les Congolais). Or, cette position contraste fortement avec ses propres exigences formulées le 5 décembre 2025. Dans sa « déclaration relative à la signature de l'accord de paix entre la RDC et le Rwanda », le groupe a en effet exigé que le peuple soit consulté et associé à un accord négocié sous l'égide de Washington.*

Le mouvement y affirmait que ledit accord, bien qu'il puisse constituer une avancée, suscitait des profondes interrogations en termes de légitimité, de transparence et d'inclusivité, critiquant l'absence de consultation des forces vives dans un dossier engageant la souveraineté nationale.

## Troisième contradiction : L'ambiguïté du rejet de la solution militaire.

*L'affirmation selon laquelle aucune solution militaire ne fonctionnerait sans un consensus politique interne s'avère confuse. Un faisceau d'événements donne l'impression que le mouvement « Sauvons la RDC » souffle le chaud et le froid, alimentant au sein de l'opinion des soupçons de collusion avec l'AFC/M23, mouvement soutenu par le Rwanda.*

Cette posture tranche radicalement avec celle d'autres figures politiques, à l'instar du Prix Nobel de la Paix,

Dr Mukwege et des dirigeants du parti Ensemble pour la République, qui maintiennent publiquement une nette distance vis-à-vis du groupe armé.

*Les faits sont parlants contre « Sauvons la RDC » : en mai 2025, le Président Joseph Kabila – à la tête de cette nouvelle plateforme d'opposition – a séjourné à Goma en transitant par Kigali, alors que des zones environnantes étaient sous le contrôle de l'AFC/M23 et de l'armée rwandaise.*

Ce groupe armé, qui a opté pour l'affrontement militaire contre les Forces armées de la RDC (FARDC), a d'ailleurs publiquement salué cette arrivée. Pareille convergence de faits jette un doute sur la sincérité de l'appel au consensus politique lancé par le mouvement « Sauvons la RDC ».

En somme, le mouvement « Sauvons la RDC » se doit de prêcher par l'exemple en respectant la douleur collective de la nation congolaise, socle indispensable au vivre ensemble et au dialogue authentique.

On ne peut s'afficher de manière ostentatoire avec des auteurs présumés des crimes graves contre la population de son pays tout en prétendant vouloir secourir les victimes.

Le dialogue, comme principe et valeur morale, doit demeurer l'apanage d'une opposition strictement pacifique qui réfute toute initiative armée qui fauche des vies humaines.



**2026**



# **BULLETIN**

**DU CONTROLE CITOYEN**

---